

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/IFSC/3
20 janvier 2003

(03-0291)

Comité directeur du Cadre intégré

MODALITÉS DE L'ÉVALUATION DU CADRE INTÉGRÉ

I. GENÈSE: MANDAT POUR L'ÉVALUATION DU CADRE INTÉGRÉ

1. Le fonctionnement du Cadre intégré en faveur des pays les moins avancés (PMA) doit faire l'objet d'une évaluation. Le mandat pour l'évaluation découle de plusieurs décisions déjà prises par des organisations et des Ministres du commerce ainsi que de diverses demandes de réexamen émanant de pays bénéficiaires et de donateurs.

- a) Au dernier paragraphe du communiqué publié à New York, en juillet 2000, par les chefs de Secrétariat des organisations participant au Cadre intégré, il est indiqué que ceux-ci sont convenus de revenir à la question de l'"élargissement" du Cadre intégré dans deux ans en vue de déterminer si les améliorations apportées au Cadre intégré sont satisfaisantes;
- b) Dans le cadre du programme pilote pour le Cadre intégré adopté le 12 février 2001, les Membres de l'OMC sont convenus (après d'amples consultations avec les organisations participantes) que, à mesure de l'avancement du programme pilote, les progrès seraient suivis et examinés, y compris pays par pays;
- c) Au paragraphe 43 de la Déclaration ministérielle de Doha, les Ministres invitent instamment les six organisations participantes à étudier, en coordination avec les partenaires de développement, la possibilité d'améliorer le Cadre intégré en vue de traiter les contraintes des PMA en ce qui concerne l'offre, d'étendre le modèle à tous les PMA, d'évaluer le programme pilote en cours dans trois PMA et de procéder à un réexamen du Cadre intégré;
- d) Au paragraphe 7 du communiqué qu'ils ont publié le 26 février 2002, les chefs de Secrétariat sont convenus que l'extension du Cadre intégré devra être précédée d'un examen approfondi; et
- e) Lors de sa 31^{ème} réunion, le Groupe de travail interorganisations est convenu qu'une évaluation externe du Cadre intégré était souhaitable et nécessaire et qu'elle devrait être effectuée en 2003, mais avant la cinquième Conférence ministérielle de l'OMC. Il est en outre convenu d'élaborer les modalités de cette évaluation. À cette fin, les représentants des organisations, des donateurs et des PMA ont été invités à faire part de leurs observations au Président, qui proposerait un projet de modalités à l'occasion de la 33^{ème} réunion du Groupe de travail interorganisations.

II. OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION

2. L'évaluation devrait être axée sur cinq objectifs clairs:

- a) Examiner l'incidence du Cadre intégré dans l'établissement de liens entre le commerce, le développement et la lutte contre la pauvreté de façon à intégrer le commerce dans les cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP) et/ou dans les plans de développement, ainsi que son efficacité en tant que modèle pour le renforcement des capacités liées au commerce. Les enseignements tirés à cet égard;
- b) Examiner l'incidence du Cadre intégré en tant que moyen permettant de coordonner le soutien des donateurs à un programme gouvernemental de renforcement des capacités liées au commerce;
- c) Examiner les rôles et responsabilités des organisations, des donateurs et des PMA, en vue de clarifier davantage dans quelle mesure ceux-ci ont assumé ces rôles et responsabilités dans le contexte du Cadre intégré remanié;
- d) Entreprendre la tâche urgente que représentent une mise en œuvre et un suivi systématiques et prévisibles des études diagnostiques sur l'intégration du commerce; et
- e) Formuler des recommandations sur tous les aspects de ces modalités.¹

III. MODALITÉS

3. Le Cadre intégré remanié comporte deux objectifs: i) servir de mécanisme permettant d'intégrer le commerce dans les plans de développement et/ou les stratégies de lutte contre la pauvreté; et ii) servir de mécanisme permettant de fournir une assistance technique liée au commerce. Ces deux objectifs consensuels, ainsi que la coordination entre les donateurs et les organisations définie comme prioritaire par le pays partenaire, demeurent fondamentaux.² Le Cadre intégré remanié a été appliqué dans un premier temps, à titre de projet pilote, au Cambodge, en Mauritanie et à Madagascar. Outre ces trois pays, le Cadre intégré a maintenant été étendu, mais plus à titre de projet pilote, à onze autres PMA.³ Huit (8) autres PMA ont demandé à bénéficier de l'extension du Cadre intégré à leurs pays.⁴

4. Bien que les principes du Cadre intégré remanié restent valables, la mise en œuvre et le suivi des études diagnostiques sur l'intégration du commerce revêtent une importance cruciale. Cette question est désormais au cœur du Cadre intégré. La mise en œuvre et le suivi comportent explicitement deux éléments, à savoir: i) la mise en œuvre des recommandations relatives à l'assistance technique prioritaire pour renforcer les capacités humaines, institutionnelles et infrastructurelles; et ii) la mise en œuvre des recommandations en matière d'orientations prioritaires afin de permettre l'intégration d'un PMA dans le système commercial et l'économie mondiale. En ce qui concerne ces deux éléments, le processus exige de la clarté. Les liens spécifiques avec le contexte

¹ WT/LDC/SWG/IF/2.

² WT/LDC/SWG/IF/2.

³ Burundi, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Guinée, Lesotho, Malawi, Mali, Népal, Sénégal et Yémen.

⁴ Angola, Bénin, Maldives, RDP lao, Sao Tomé-et-Principe, Tchad, Togo et Zambie.

de développement dans lequel s'inscrivent les CSLP, les plans de développement, les réunions des groupes consultatifs et les tables rondes restent très peu clairs. Tels sont les enseignements les plus immédiats que l'on peut tirer aujourd'hui du fonctionnement actuel du Cadre intégré. Ils constituent la base de l'évaluation.

A. CHAMP DE L'ÉVALUATION

5. L'équipe d'évaluation travaillera de concert avec les parties intéressées à tous les niveaux, y compris les six organisations participantes (Banque mondiale, CCI, CNUCED, FMI, OMC et PNUD), les donateurs, les gouvernements des PMA, le secteur privé et la société civile. L'évaluation portera, entre autres choses, sur les points suivants:

- l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations formulées lors du premier réexamen du Cadre intégré;
- la situation dans les cinq pays dans lesquels des tables rondes ont été organisées (Bangladesh, Gambie, Haïti, Ouganda et Tanzanie);
- le processus de sélection des pays dans le Cadre intégré remanié;
- les procédures à suivre pour appliquer le Cadre intégré aux pays sélectionnés;
- les procédures et le processus à suivre pour effectuer les études diagnostiques sur l'intégration du commerce; la qualité de ces études; le choix des consultants; le rôle des organisations participantes, des PMA bénéficiaires et des donateurs;
- les rôles précis des organisations, des donateurs et des pays les moins avancés;
- les mécanismes permettant d'assurer le suivi des recommandations formulées dans les études diagnostiques sur l'intégration du commerce;
- les liens entre le Cadre intégré et les structures de développement existantes: CSLP, groupes consultatifs des pays et tables rondes des donateurs; et
- les critères/points de repère en matière de résultats pour l'évaluation en cours.

B. MISE EN ŒUVRE

6. L'évaluation de la mise en œuvre portera essentiellement sur les points suivants:

- a) l'élaboration d'un plan d'action découlant des études diagnostiques sur l'intégration du commerce et des ateliers organisés au niveau national;
- b) les rôles du pays donateur agissant comme facilitateur, des PMA bénéficiaires et des organisations dans la mise en œuvre des résultats des études diagnostiques;
- c) les liens entre, d'une part, le processus et les résultats des études diagnostiques et, d'autre part, les CSLP⁵ et les groupes consultatifs/tables rondes;

⁵ Les CSLP constituent, entre autres choses, la base sur laquelle repose la politique en matière de prêt de la Banque mondiale et du Fonds monétaire.

- d) le recadrage des programmes des organisations participantes en matière d'assistance technique liée au commerce en vue de la mise en œuvre spécifique des résultats des études diagnostiques dans le cadre des programmes d'activités des six organisations participantes et des donateurs bilatéraux au niveau des régions et des pays;
- e) la prise en charge et l'engagement des pays partenaires, par exemple au moyen de l'établissement d'une structure institutionnelle de mise en œuvre, y compris pour les activités et le suivi: accords nationaux de mise en œuvre;
- f) la participation et l'association des principales banques de développement régionales à la mise en œuvre et au suivi des résultats des études diagnostiques; et la participation d'autres organisations spécialisées compétentes à la mise en œuvre et au suivi des résultats de ces études.

C. ADMINISTRATION

- a) Adéquation de la structure de gestion du Cadre intégré, qui s'articule actuellement comme suit: administration générale (Comité directeur du Cadre intégré); gestion quotidienne (Groupe de travail du Cadre intégré); gestion du Fonds (PNUD); intégration du commerce (Banque mondiale); et Secrétariat du Cadre intégré (OMC).

D. FINANCEMENT

- a) Financement, modalités et cycles de reconstitution des réserves du Cadre intégré.

E. MÉTHODOLOGIE

7. Les évaluateurs travailleront constamment en étroite coordination avec le groupe des donateurs, les organisations et les gouvernements partenaires concernés. Ils adopteront une approche qui associe et fasse participer tous les intéressés. Au niveau des pays, les évaluateurs devront travailler avec divers hauts fonctionnaires des Ministères/Départements du commerce, des finances et autres, ainsi qu'avec les Comités CSLP, les donateurs et la société civile, dont les milieux universitaires. S'il ne lui est pas possible de se rendre dans les 19 PMA auxquels le Cadre intégré est actuellement étendu, l'équipe d'évaluation se rendra dans ceux qu'elle aura sélectionnés. Le choix des pays à visiter sera justifié et convenu lors de consultations qu'elle tiendra avec le groupe des donateurs et les organisations.

F. CADRE INTÉGRÉ, JITAP ET AUTRES INITIATIVES EN MATIÈRE DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS LIÉES AU COMMERCE

- a) Lien entre le Cadre intégré, le JITAP et d'autres initiatives en matière de renforcement des capacités liées au commerce pour renforcer les capacités humaines et institutionnelles.

G. ÉLARGISSEMENT

- a) Élargissement du processus des études diagnostiques sur l'intégration du commerce à des pays à faible revenu autres que les PMA; et
- b) Participation d'autres organisations.

IV. CALENDRIER ET PROCESSUS POUR L'ADOPTION DES RÉSULTATS DU RÉEXAMEN

8. Le réexamen se déroulera sur une période de cinq mois. L'équipe d'évaluation sera toutefois tenue de présenter des rapports intérimaires à mesure de l'avancement des travaux. Ces rapports, groupés en début de période, permettront au Groupe de travail du Cadre intégré d'apporter immédiatement les correctifs et les ajustements qui s'imposent. Le premier rapport intérimaire devrait être présenté d'ici à avril 2003. Les rapports seront envoyés au Comité directeur du Cadre intégré, par l'intermédiaire de son Président. (Le Comité directeur du Cadre intégré est un organe tripartite composé de représentants des six organisations et des donateurs bilatéraux et de six représentants des PMA, qui participent aux travaux sur un pied d'égalité.)

9. Calendrier des travaux:

Travaux	Chronologie
Sélection des membres de l'équipe d'évaluation par un conseil de sélection	Fin février 2003
Élaboration d'un projet de réexamen par l'équipe d'évaluation	Mars-juillet 2003
Visites des pays par l'équipe d'évaluation/consultations avec les organisations et les intéressés pour sélectionner les PMA à visiter	Fin avril 2003
Présentation du rapport intérimaire au Comité directeur du Cadre intégré	Avril 2003
Observations des organisations, des donateurs et des PMA présentées à l'équipe d'évaluation	15 mai 2003
Rétro-information – L'équipe d'évaluation assurera une rétro-information de la part des PMA au sujet du projet de rapport, par l'intermédiaire des représentants des PMA qui siègent au Groupe de travail du Cadre intégré	Mai/juin
Présentation du rapport d'évaluation final révisé de l'équipe d'évaluation au Groupe de travail du Cadre intégré	15 juin 2003
Le Groupe de travail du Cadre intégré finalise et adopte le rapport aux fins de présentation au Comité directeur du Cadre intégré	30 juin 2003
Examen des résultats de l'évaluation par le Groupe de travail du Cadre intégré et les chefs de Secrétariat	Troisième réunion des chefs de Secrétariat des organisations participant au Cadre intégré (juillet) 2003
Distribution du rapport à la cinquième Conférence ministérielle de l'OMC et aux organes directeurs/conseils des organisations participantes	Septembre-décembre 2003

V. RAPPORT PRÉSENTÉ EN DÉBUT DE PÉRIODE/RECOMMANDATIONS INTÉRIMAIRES

10. Conformément à ces modalités, l'équipe d'évaluation présentera, d'ici à la fin d'avril 2003, un rapport intérimaire recensant les problèmes les plus immédiats qui se posent en ce qui concerne le Cadre intégré et contenant des recommandations sur la façon d'y remédier. L'élaboration de recommandations concernant un processus de suivi systématique et prévisible des études diagnostiques sur l'intégration du commerce constitue l'un de ces problèmes urgents et prioritaires.

11. En consultation avec les représentants des PMA qui siègent au Groupe de travail du Cadre intégré, les évaluateurs seront chargés d'assurer une rétro-information de la part des pays les moins avancés au sujet du projet de rapport avant sa présentation finale. Cette façon de procéder assurera une prise en charge par les partenaires des PMA et permettra de parvenir à un consensus quant aux résultats du réexamen et, partant, d'appuyer les mesures de suivi recommandées par suite de l'évaluation.

VI. FINANCEMENT

12. Le financement de l'évaluation sera assuré par le Fonds d'affectation spéciale pour le Cadre intégré. Le budget pour le réexamen sera établi par le Secrétariat du Cadre intégré, en consultation avec le chef de l'équipe d'évaluation dont les membres seront sélectionnés. Une fois l'évaluation terminée, un rapport financier détaillé sera remis au Groupe de travail du Cadre intégré.

VII. ÉVALUATEURS

13. L'équipe d'évaluation chargée du réexamen du Cadre intégré sera composée de quatre experts en matière de commerce et de pauvreté connaissant bien les pays en développement. Cette équipe fonctionnera de façon indépendante et hors de toute influence injustifiée. Elle comportera un évaluateur principal, responsable en dernier ressort du rapport qui sera présenté au Comité directeur du Cadre intégré. L'équipe d'évaluation mènera ses travaux sur la base de ces modalités convenues.

Évaluateur	Nom
Évaluateur principal	
Évaluateur – secteur privé	
Évaluateur – communauté des donateurs	
Évaluateur – communauté des PMA	

14. La sélection des évaluateurs, y compris de l'évaluateur principal, se fera sur la base d'une procédure d'appel d'offres restreinte menée par un conseil de sélection. Ce dernier sera composé de trois membres, à savoir le Président du Groupe de travail du Cadre intégré, qui présidera le conseil; un représentant de la communauté des donateurs; et un représentant des PMA. Le processus de sélection sera mené à bien d'ici à la fin de février 2003. La sélection des évaluateurs par le conseil de sélection se fera sur la base de critères à convenir au préalable avec le Groupe de travail du Cadre intégré et qui seront communiqués avant que ne soit engagée la procédure d'appel d'offres.
